

PACA

Le projet de révision générale des politiques publiques (RGPP) provoque un tollé en Provence-Alpes-Côte d'Azur, région pilote pour une part de sa mise en œuvre. Actions et initiatives s'y multiplient.

Initiée en janvier 2007 par le collectif CGT de la fonction publique des Bouches-du-Rhône, la mobilisation – désormais unitaire – a rapidement gagné les autres départements et n'a cessé de s'amplifier depuis. Sur fond de désengagement financier de l'État et d'économies de moyens (comme le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite), la révision des politiques publiques orchestrée par le gouvernement menace en effet de déstructurer les services de l'État en territoire. Elle coïncide d'ailleurs avec la réforme des collectivités territoriales que concocte, en parallèle, le gouvernement. Inquiets des conséquences d'une réforme mise en œuvre sans concertation aucune, encouragés par la force de la riposte des fonctionnaires et des usagers rassemblés, les élus régionaux ont à leur tour réagi. En juillet dernier, le président du conseil régional, Michel Vauzelle, a ainsi saisi le Conseil économique et social régional (CESR) pour qu'il « planche » sur « les conséquences que ce désengagement de l'État va entraîner » et sur « l'impact de la RGPP en PACA au regard des compétences décentralisées de la région ». Pilotée par la commission « Emploi, services publics, politiques territoriales » du CESR (présidée par la CGT), la première étape de cette réflexion vient de s'achever avec l'adoption, le 9 décembre, à l'unanimité,



Des risques identifiés pour les services publics et les territoires. Photo : Claude Candie/NVO

d'un premier avis (1). La CGT a veillé à conduire ce travail en lien étroit avec les syndicats, en particulier ceux des services publics concernés, dont l'expertise a été précieuse sur un sujet aussi complexe. « C'est un point d'appui dans notre bataille pour la défense des services publics », estime Patrick Minder, vice-président du CESR PACA (2). Les risques qu'identifie l'avis – abandons de missions utiles, risques de déshumanisation des territoires, mise à mal de la solidarité et de la cohésion sociale régionale – nourriront également les débats des états généraux des services publics. Dès janvier, ils prendront la forme de six forums départementaux réunissant élus, agents des services publics, usagers, associations, acteurs économiques locaux et organisations syndicales. Ils s'achèveront par un forum régional, à Marseille, le 20 février 2009. De quoi alimenter la réflexion et... l'action. ■ MARIE-CLAIRE LAMOURE

(1) Un second avis sera présenté en juin 2009.

(2) Il assure, pour la confédération, la coordination de l'ensemble des délégations CGT dans les 22 CESR du pays.

EN SAVOIR +

En savoir plus sur la RGPP en PACA et signer la pétition :

www.valplan.info/servicepublic/